

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Jean-Pierre Chauchard : Deux enseignements à propos de la généralisation de la couverture complémentaire santé.

**Contrôle de légalité des actes administratifs et intérêt du justiciable :
Quels nouveaux espaces pour le juge prud'homal ?**

Cour d'appel de Paris 30 mai 2013, *CGT Energie c. GRDF et ERDF*
Conclusions **Patrick Henriot**, note **Arnaud Mazières**.

Mireille Poirier : La lenteur excessive de la justice prud'homale.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

L'expert du CHSCT doit par principe être rémunéré du travail effectué, même en cas d'annulation ultérieure de l'expertise.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2013 – Note Karim Hamoudi (p.663)

Licenciement en violation de la protection de la maternité : la réintégration s'impose !

Cour d'appel de Paris (6-4) 23 avril 2013 – Note Pauline Le Bourgeois (p.669)

La transcription dans un procès-verbal des entretiens menés par un inspecteur du travail fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 mars 2013 – Note Thomas Kapp (p.680)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (deuxième partie) par Pierre-Yves Gahdoun.



Doctrine :

Deux enseignements à propos de la généralisation de la couverture complémentaire santé par **Jean-Pierre Chauchard**, Professeur émérite de l'Université de Nantes 626

Contrôle de légalité des actes administratifs et intérêt du justiciable : quels nouveaux espaces pour le juge prud'homal ?

Conclusions du Ministère public

Cour d'appel de Paris, Pôle 6 - Chambre 2, 30 mai 2013 par **Patrick Henriot**, Substitut général 635

CONTRAT DE TRAVAIL – Frais professionnels – Entretien des tenues de travail – Prise en charge – Employeur – Société de droit privé chargée d'une mission de service public – Note interne reportant sur les agents les frais d'entretien – Légalité – Appréciation – Contrariété avec le droit communautaire transposé – Primauté de la directive européenne (art. 88-1 Constitution) – Question préjudicielle devant l'ordre administratif (non) – Compétence du juge judiciaire (oui) – Référé – Trouble manifestement illicite – Mise à l'écart de la note.

COUR D'APPEL DE PARIS, Pôle 6 - Chambre 2, 30 mai 2013 642

Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 648

TRIBUNAUX – Séparation des autorités administratives et judiciaires – Dualisme juridictionnel – Juge judiciaire - Appréciation de la légalité d'un acte administratif réglementaire – Question préjudicielle résultant de la compétence de principe de l'ordre administratif – Exceptions en vertu de la bonne administration de la justice et du droit du justiciable à un délai raisonnable – Compétence du juge judiciaire pour se prononcer sur la légalité – 1° Illégalité manifeste – Jurisprudence établie (deux espèces) – 2° Primauté du droit communautaire (art. 88-1 Constitution) – Effectivité (première espèce).

Première espèce :

TRIBUNAL DES CONFLITS, 17 octobre 2011 653

Deuxième espèce :

TRIBUNAL DES CONFLITS, 12 décembre 2011 654

La lenteur excessive de la justice prud'homale (TGI Paris 5 juin 2013, n° 12/04402) par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV..... 656

TRIBUNAUX – Fonctionnement défectueux du service public de la justice – Contestation de licenciements pour motif économique – Dépassement des délais légaux pour réunir les Bureaux de conciliation et de jugement – Prononcée des jugements plusieurs années après l'audience – Engagement de la responsabilité de l'Etat (oui).

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS, 5 juin 2013 662

Jurisprudence :

CHSCT – Expert – Prestation – Contestation de l'employeur – Effet suspensif (non) – Annulation du recours à l'expert – Paiement de l'expert dû par l'employeur (oui).

TRIBUNAL – Compétence – Différend entre l'expert du CHSCT et l'employeur – Tribunal de grande instance – Procédure fixée à l'art. R 4624-19 CT (oui).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 mai 2013 663

Note **Karim Hamoudi**, Avocat au Barreau de Paris 663

COMITÉ DE GROUPE – Attributions – Pouvoirs de l'expert-comptable – Documents qu'il peut se faire communiquer – Assimilation aux commissaires aux comptes – Ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation – Sociétés de droit étranger (oui).

COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 - Chambre 1) 13 mai 2013 665

Note 666

CONTRAT DE TRAVAIL – Congé parental d'éducation – Reprise d'emploi à l'issue du congé – Affectation à un autre poste – Emploi initial disponible – Licéité (non) – Clause de mobilité – Portée – Prise d'acte justifiée (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 juin 2013	667
Note J-D. S.	668
DISCRIMINATION – Femme enceinte – Licenciement pour faute grave – Falsification de bulletins de paie en vue de obtention d'un prêt – Charge de la preuve – Faits établis (non) – Nullité de la rupture – Réintégration – Tiers prêteur – Atteinte à la vie privée – Indemnisation.	
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action en justice – Intervention volontaire – Violation des règles protectrices de la maternité – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Dommages et intérêt.	
COUR D'APPEL DE PARIS, (Pôle 6, 4^e ch.), 23 avril 2013	669
Note Pauline Le Bourgeois , Avocate au Barreau de Toulouse	672
GREVE – Responsabilité civile – Action judiciaire dirigée contre le seul délégué syndical – 1 ^o Blocage des véhicules – Participation personnelle – Preuves (non) – Absence de désorganisation de l'entreprise – 2 ^o Discrimination.	
COUR D'APPEL DE CHAMBÉRY (Ch. Soc.) 23 mai 2013	676
Note Paul Darves-Bornoz , Avocat au Barreau d'Annecy	679
INSPECTION DU TRAVAIL – Procès-verbal – Auditions – Force probante.	
TRAVAIL ILLÉGAL – Prêt illicite de main-d'œuvre – But lucratif – Caractérisation – Application de la loi <i>Cherpion</i> du 28 juillet 2011 (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 19 mars 2013	680
Note Thomas Kapp , Responsable d'unité territoriale - Direccte	681

Chroniques jurisprudentielles :

JURISPRUDENCE SOCIALE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL (deuxième partie) Décisions sélectionnées et commentées par Pierre-Yves GAHDOUN , Professeur à l'Université Montpellier I - CERCOP	
CONTRAT DE TRAVAIL – Définition du rapport salarial – Travail en prison – Exclusion de la qualification de contrat de travail – Atteinte à des droits constitutionnels (non).	
Décision n° 2013-320/321 QPC du 14 juin 2013, M. Yacine T. et autre	684
Observations	685
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Entreprise en difficulté – Insuffisance du PSE – Conséquence – Art. L. 1235-10 excluant la nullité – Conformité à la Constitution (oui).	
Décision n° 2013-299 QPC du 28 mars 2013, Mme Maïtena V.	685
Observations	686

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles :
articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<https://sites.google.com/site/droitouvrier>